

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

COUR ADMINISTRATIVE

Numéro 36163C du rôle

Inscrit le 15 avril 2015

Audience publique du 25 juin 2015

**Appel formé par
les époux..... et, ...,
contre un jugement du tribunal administratif
du 16 mars 2015 (n° 34395 du rôle)
en matière de protection internationale**

Vu l'acte d'appel inscrit sous le numéro 36163C du rôle et déposé au greffe de la Cour administrative le 15 avril 2015 par Maître Jean TONNAR, avocat à la Cour, inscrit au tableau de l'Ordre des avocats à Luxembourg, au nom de Monsieur, né le ... à ... (Albanie), et de son épouse Madame, née le ... à ... (Albanie), les deux de nationalité albanaise, demeurant ensemble à L-..., dirigé contre un jugement du tribunal administratif du Grand-Duché de Luxembourg du 16 mars 2015 ayant déclaré non fondé leur recours en réformation d'une décision du ministre de l'Immigration et de l'Asile du 19 mars 2014 portant refus de leur demande de protection internationale et en annulation de l'ordre de quitter le territoire contenu dans la même décision ministérielle ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 13 mai 2015 par Madame le délégué du gouvernement Jacqueline GUILLOU-JACQUES ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le rapporteur entendu en son rapport ainsi que Maître Brahim SAHKI, en remplacement de Maître Jean TONNAR, et Monsieur le délégué du gouvernement Luc REDING en leurs plaidoiries respectives à l'audience publique du 18 juin 2015.

En date du 16 octobre 2013, Monsieur et son épouse, Madame, ci-après « *les époux ...* », introduisirent auprès du service compétent du ministère des Affaires étrangères, direction de l'Immigration, une demande de protection internationale au sens de la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection, ci-après la « *loi du* »

5 mai 2006 ».

Par décision du 19 mars 2014, le ministre de l'Immigration et de l'Asile, ci-après « *le ministre* », déclara cette demande de protection internationale non fondée et exprima à l'encontre des demandeurs l'ordre de quitter le territoire dans un délai de 30 jours.

Par requête déposée au greffe du tribunal administratif le 18 avril 2014, les époux ... firent introduire un recours tendant à la réformation de la décision ministérielle précitée du 19 mars 2014 portant refus de leur demande de protection internationale et à l'annulation de l'ordre de quitter le territoire contenu dans la même décision ministérielle.

Par jugement du 16 mars 2015, le tribunal déclara ce recours non fondé sous son double volet.

Par requête déposée au greffe de la Cour administrative le 15 avril 2015, les époux ... ont fait régulièrement entreprendre le jugement du 16 mars 2015 dont ils sollicitent la réformation dans le sens de leur voir accorder le statut de réfugié politique, sinon le bénéfice de la protection subsidiaire et de voir annuler en conséquence l'ordre de quitter le territoire prononcé à leur encontre.

A l'appui de leur requête d'appel, les appelants se rapportent aux éléments de fait tels que soumis au tribunal dans leur requête introductive de première instance.

Ils soutiennent en substance que Monsieur ... aurait été recruté par les services secrets albanais pour lesquels il aurait collaboré, de manière non officielle, comme informateur infiltré, entre 2006 et 2013, à ... et à ..., et ceci afin de démanteler des réseaux de trafiquants d'armes et de contrebande et de faire arrêter des terroristes. En 2007 et 2008, il aurait été chargé de faire arrêter un dénommé soupçonné de faire partie d'un groupe de trafiquants d'armes. Suite à l'arrestation de celui-ci et d'autres membres de son groupe en juin 2008, lors de laquelle son identité aurait été compromise, Monsieur ... aurait fait l'objet de menaces et de tentatives d'assassinat de la part de la famille d'....., dont le frère aurait, à plusieurs reprises, tenté de l'écraser avec sa voiture entre 2009 et 2013. En date du 2 janvier 2012, le beau-frère d'....., le dénommé, aurait signalé à Monsieur ... qu'il devrait payer pour ce qu'il aurait fait. Après la libération d'..... en mars 2013, les incidents se seraient multipliés. Ainsi, aurait tenté de l'écraser en voiture, l'aurait insulté et aurait, à plusieurs reprises, rodé autour de la maison des époux Le 10 mars 2013, Monsieur ... aurait été agressé par un dénommé, qui aurait, suite au déménagement des appelants à ..., mis le feu à la maison de la tante de Monsieur ... et tenté de tuer le cousin et l'oncle de ce dernier, les agissements de Monsieur ... ayant été motivés par le refus, de la part de la tante de Monsieur ..., de sa demande en mariage de la cousine de ce dernier. Les époux ... font finalement valoir que les autorités albanaises n'auraient pas pu les protéger, Monsieur ... affirmant ne pas avoir pu solliciter l'aide de la police albanaise afin de ne pas dévoiler son identité, précisant encore que le neveu du sous-directeur général de la police albanaise,, aurait été condamné pour le meurtre de sa sœur en Irlande le 22 février 2003.

Afin de prouver la réalité de son occupation auprès des services secrets albanais durant la période de 2006 à 2013 et la gravité des actes de persécution commis à leur encontre, les époux ... se réfèrent encore à un courrier du 17 mars 2015 du ministère d'Etat, Service de renseignement, à l'adresse du ministère des affaires étrangères, reprenant un paragraphe

nonclassifié du service de renseignement albanais « *SHISH* », duquel ressort que « *the Albanian State Intelligence Service requires the assistance of your Agency for the Albanian national, to issue him and his wife with permanent residency documents since their lives are directly threatened in the territory of Albania* ».

En droit, les appelants estiment dès lors remplir les conditions pour pouvoir bénéficier du statut de réfugié sinon de celui de la protection subsidiaire, étant donné que de l'aveu même de la République d'Albanie, celle-ci ne peut leur assurer une protection efficace contre les menaces et atteintes graves à leur sécurité dont ils sont les victimes, les autorités albanaises ayant même officiellement sollicité l'aide des autorités luxembourgeoises.

Dans son mémoire en réponse, le délégué du gouvernement relève que « *le Gouvernement se rapporte à prudence de justice, au vu des nouveaux éléments dans le dossier* ».

Les premiers juges ont correctement cadré le recours relatif de la demande du statut de réfugié à partir des dispositions des articles 2, *sub a)* et *sub d)*, 28, 29 et 31, paragraphe 1^{er}, de la loi du 5 mai 2006.

A partir de l'ensemble des éléments fournis utilement en instance d'appel, la Cour vient à la conclusion qu'il y a lieu de suivre la trame tracée par le ministre et les premiers juges en ce que les faits avancés par les appelants à l'appui de leur demande du statut de réfugié ne rentrent pas sous la définition des actes de persécution prévus par l'article 2, *sub d)*, de la loi du 5 mai 2006 en ce que les actes par eux mis en avant n'ont pas été motivés par un des critères y prévus, à savoir la race, la religion, la nationalité, les opinions politiques ou l'appartenance à un certain groupe social tout comme les difficultés dont font état les appelants ne rentrent pas dans le champ d'application de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, mais relèvent plutôt d'une criminalité de droit commun.

C'est dès lors à bon escient que les premiers juges ont déclaré le recours des appelants dirigé contre le volet de la décision ministérielle portant refus du statut de réfugié non fondé.

Les premiers juges ont encore valablement cadré le volet du recours ayant trait à la demande du bénéfice de la protection subsidiaire des appelants à partir des dispositions des articles 2, *sub f)* et 37 de la loi du 5 mai 2006.

Dans ce cadre précis, les faits mis en avant par les appelants se résument pour l'essentiel en des menaces correspondant à des atteintes potentielles auxquelles surtout Monsieur ... serait exposé au vu de sa situation particulière en tant qu'ancien membre des services secrets albanais dont l'identité a été dévoilée engendrant une protection insuffisante vis-à-vis de trafiquants d'armes et de contrebande, ainsi que de terroristes liés à « *Al-Qaïda* ».

Tout d'abord, pour les atteintes alléguées en question, dont plus particulièrement les menaces proférées, il est indéniable qu'elles proviennent d'acteurs privés et que la question se pose si elles peuvent être utilement invoquées en l'occurrence au regard des exigences des articles 28 et 29 de la loi du 5 mai 2006.

A ce niveau précis, la Cour a eu l'occasion de retenir à maintes reprises que le système judiciaire en Albanie, pays qui vient de passer son accession au statut de candidat à l'admission à l'Union européenne, en principe et en règle générale est à entrevoir d'une manière telle qu'il permet de déceler, de poursuivre et de sanctionner les actes constituant une atteinte grave.

La question se pose cependant au regard des spécificités de la situation de Monsieur ... qui, de l'aveu même des services secrets albanais, ne peut plus profiter d'une protection interne, tel que cela se dégage du courrier précité du 17 mars 2015 du ministère d'Etat reprenant partiellement le contenu d'un courrier du service de renseignement albanais « *SHISH* ».

Partant, il convient de se poser la question supplémentaire de savoir si, malgré le caractère généralement accessible à une protection se dégageant de l'analyse ci-avant faite ayant retenu que, de manière générale, le système judiciaire albanais est actuellement protecteur, une protection suffisante de Monsieur ... et, par ricochet de son épouse, dans le contexte donné, se trouve raisonnablement vérifiée. La Cour, à partir de l'ensemble des données lui fournies au dossier par les parties et au vu du contenu du mémoire en réponse de l'Etat, vient à la conclusion qu'il y a lieu de répondre par la négative.

Dès lors, la Cour estime, au regard des dispositions des articles 2, *subf*) et 37 de la loi du 5 mai 2006 ensemble ses articles 28 et 29, que les appelants et plus particulièrement Monsieur ..., se trouvent dans une situation où, pour les raisons préexposées, sans avoir droit au statut de réfugié, ils rentrent cependant sous les prévisions de la protection subsidiaire, eu égard aux atteintes graves dont ils sont susceptibles de faire l'objet, en raison précisément de leur situation spécifique dont plus particulièrement celle de Monsieur ..., en tant qu'ancien membre des services secrets albanais dont l'identité se trouve dévoilée vis-à-vis de criminels notoires et leur entourage, en cas de retour en Albanie sans qu'une protection effective vérifiée n'ait pu être utilement et suffisamment dénotée à leur égard d'après les données se dégageant *in fine* du dossier.

Dans la mesure où la protection subsidiaire est à conférer aux appelants, il y a encore lieu, toujours par réformation du jugement dont appel, d'annuler l'ordre de quitter le territoire prononcé à leur encontre.

Par ces motifs,

la Cour administrative, statuant à l'égard de toutes les parties en cause ;

déclare l'appel du 15 avril 2015 recevable en la forme;

dit l'appel non fondé en ce qui concerne la demande du statut de réfugié des appelants ;

partant, confirme le jugement du 16 mars 2015 dans cette mesure ;

dit l'appel fondé concernant le bénéfice de la protection subsidiaire ;

réformant, accorde à Monsieuret à Madamele bénéfice de la protection subsidiaire ;

annule l'ordre de quitter le territoire prononcé à leur rencontre ;

renvoie le dossier pour fixation des modalités devant le ministre de l'Immigration et de l'Asile ;

condamne l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg aux dépens des deux instances.

Ainsi délibéré et jugé par :

Francis DELAPORTE, vice-président,
Lynn SPIELMANN, conseiller,
Martine GILLARDIN, conseiller,

et lu par le vice-président en l'audience publique à Luxembourg au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête, en présence du greffier en chef de la Cour ErnyMAY.

s. MAY

s. DELAPORTE